



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
25-26 rue des Ailes  
ZA n°2 des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 08/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VALCANTE - Nouvelle UIOM**

161 Avenue de Chateaudun  
BP 38  
41000 Blois

Références : 2025/0606 VAT20250387  
Code AIOT : 0010001801

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement VALCANTE - Nouvelle UIOM implanté 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 21/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALCANTE - Nouvelle UIOM
- 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001801

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'UIOM est autorisée depuis 1997 et incinère des OMr et des DAE (autorisation à 95500 tonnes par an) en provenance principalement du Loir-et-Cher, mais également de départements limitrophes ainsi que de la Vienne (autorisation à 3000 tonnes par an), et des DASRI (autorisation à 6000 tonnes par an) en provenance principalement de la région Centre-Val de Loire mais également de régions limitrophes. Par arrêté préfectoral du 19 mars 2024, la création d'une 3ème ligne d'incinération a été autorisée, portant la capacité annuelle à 125000 tonnes (dont 6000 tonnes de DASRI). La mise en service de cette 3ème ligne est prévue pour fin 2026.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Radioactivité
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Effluents gazeux - Valeurs limites de rejet	AP Complémentaire du 19/03/2024, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Rejets aqueux - Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite VI du 11/09/2024 - PdC 6 - Evaluation périodique des conditions OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Sans objet
2	Suite VI du 11/09/2024 - PdC 7 - Valeurs	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	limites d'émission		
3	Admission des déchets - Pesée	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.4	Sans objet
4	Admission des déchets - Contrôle de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5	Sans objet
5	Admission des déchets - Origine géographique	AP Complémentaire du 19/03/2024, article 5	Sans objet
6	Admission des déchets - Tonnages admissibles	AP Complémentaire du 19/03/2024	Sans objet
7	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
8	Admission des déchets - Dispositif de contrôle par vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-II	Sans objet
9	Traçabilité - RNDTS	Code de l'environnement du 04/09/2024, article R.541-43.II	Sans objet
10	Rejets atmosphériques - Surveillance des effluents gazeux	AP Complémentaire du 19/03/2024, article 18	Sans objet
12	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1	Sans objet
14	Rejets aqueux - Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.2.D	Sans objet
15	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d	Sans objet
16	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 19/03/2024, article 20	Sans objet
17	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 9.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	Contrôle des moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite VI du 11/09/2024 - PdC 6 - Evaluation périodique des conditions OTNOC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li> <li>- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li> <li>- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;</li> <li>- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat au 11/09/2024:</b> L'exploitant n'a pu présenter le compte-rendu de l'évaluation périodique survenant lors des OTNOC.</p> <p><b>Réponse du 10/12/2024:</b> Une revue annuelle des OTNOC avec support associé va être mise en place lors des comités de direction en début d'année. Nous vous ferons parvenir le compte-rendu de cette revue.</p> <p><b>Constat au 04/09/2025: Conforme.</b> Le support de présentation de l'évaluation périodique des OTNOC pour l'année 2024 nous a été présenté lors de l'inspection. Outre la présentation des événements constatés, ce document précise les actions correctives engagées. L'exploitant nous a précisé que ce document avait été validé lors du comité de direction du 25/02/2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : Suite VI du 11/09/2024 - PdC 7 - Valeurs limites d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b>  En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.
<b>Constats :</b>  <b>Constat au 11/09/2024:</b> Le rapport de mesure des dioxines et furanes pour la période du 10/06 au 08/07/2024, établi le 20/08/2024 par la société SECAUTO et communiqué à l'inspection le 22/08/2024, fait état pour la ligne 2 d'un dépassement pour les dioxines et furanes. <b>Réponse du 10/12/2024:</b> Ce dépassement est dû à une fuite chaudière sur la ligne 2 qui a éteint subitement la combustion provoquant un dépassement en dioxines et furanes. Les résultats de la ligne 1 du même rapport sont eux conformes. La fuite chaudière a été réparée sans délai. Les résultats de la cartouche suivante respectent les VLE. <b>Constat au 04/09/2025: Réponse satisfaisante.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Admission des déchets - Pesée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pesée
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération. Les déchets sont pesés à l'arrivée.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> Tous les déchets entrants sur le site sont pesés (en entrée pour le véhicule chargé et en sortie pour le véhicule à vide).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Admission des déchets - Contrôle de la radioactivité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>  La traçabilité des entrées-sorties est assurée à chaque passage lors de la pesée du véhicule à laquelle est associé un contrôle de la radioactivité par un portique à déclenchement d'alarme.

<b>Constats :</b>
<b>Conforme.</b> A chaque entrée ou sortie de déchet, un contrôle de la radioactivité est systématiquement réalisé (passage devant un portique).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Admission des déchets - Origine géographique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/03/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine géographique des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'origine géographique des déchets est indiquée selon la typologie suivante : Nature des déchets et origine géographique : <ul style="list-style-type: none"> <li>déchets haut PCI : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements de la région Centre-Val de Loire,</li> <li>déchets ménagers et assimilés : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements limitrophes,</li> <li>déchets industriels banals : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements limitrophes, Vienne,</li> <li>déchets d'activités de soins : Centre-Val de Loire (prioritairement) et régions limitrophes.</li> </ul> La priorité d'admission des déchets est donnée à ceux provenant de la région Centre-Val de Loire. Les apports de déchets industriels banals de la Vienne sont limités à 3 000 t/an.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> Pour l'année 2024, l'origine des déchets se décompose comme suit: <ul style="list-style-type: none"> <li>OMr: Loir-et-Cher (36801 tonnes), Indre-et-Loire (29321 tonnes), Indre (5995 tonnes) et Loiret (312 tonnes),</li> <li>DAE: Loir-et-Cher (6858 tonnes), Indre-et-Loire (8964 tonnes), Indre (1079 tonnes), Loiret (702 tonnes), Cher (194 tonnes), Sarthe (5268 tonnes) et Vienne (1884 tonnes),</li> <li>DASRI: Centre-Val de Loire (880 tonnes), Nouvelle-Aquitaine (462 tonnes) Ile-de-France (31 tonnes) et Bourgogne-Franche-Comté (5 tonnes).</li> </ul> L'exploitant nous indique également que, dans le cadre des travaux de création de la 3ème ligne d'incinération, l'admission des DASRI sur le site est provisoirement suspendue et ce, pour une durée estimée à environ 2 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Admission des déchets - Tonnages admissibles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/03/2024
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tonnages admissibles
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'installation est autorisée à traiter les quantités de déchets suivantes :

- déchets non dangereux : 95 500 tonnes par an
- déchets d'activité de soins : 6 000 tonnes par an (inclus dans le tonnage global de 95 500 tonnes par an).

**Cette disposition est applicable jusqu'à la mise en service de la 3ème ligne.**

**Constats :**

**Conforme.**

Les déchets incinérés en 2024 se répartissent comme suit:

- Déchets non dangereux: 97376 tonnes,
- DASRI: 1378 tonnes,
- soit un total de 98753 tonnes.

Ce chiffre dépasse de 3253 tonnes le tonnage annuel autorisé, soit 3,4% de ce tonnage annuel (ce qui correspond à environ 12 journées d'incinération).

Ce dépassement avait été acté par lettre préfectorale du 26/12/2024, comme suite à une déclaration de l'exploitant du 18/12/2024.

L'exploitant nous indique que pour l'année 2025, une demande similaire de dépassement sera probablement déposée. Il explique cela par une baisse du PCI des déchets incinérés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Traçabilité des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

- la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet,
- la dénomination usuelle du déchet,
- le code du déchet entrant,
- s'il s'agit de déchets POP,
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle, - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD,
- la quantité de déchets entrants en tonnes ou m<sup>3</sup>,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets,
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets,
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur,
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de



<p>récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé,</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement,</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD),</li> <li>- le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b> Par sondage, le registre des déchets entrants de l'année 2024 a été examiné. Tous les champs requis étaient renseignés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Admission des déchets - Dispositif de contrôle par vidéo**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de contrôle par vidéo</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme.</b> La surveillance loi AGECE a été mise en service début juillet 2022 (ajout de 7 caméras supplémentaires). Lors de la visite, la réception d'un apport de déchets le 29/08/2025 (véhicule FR 066 GD) a pu être visualisée (19,680 tonnes de refus d'un centre de tri de CS).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Traçabilité - RNDTS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/09/2024, article R.541-43.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</li> <li>« 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</li> <li>« 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</li> </ul>

<p>« 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>« 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>L'exploitant transmet au RNDTS les données recueillies sur les déchets. Après une phase de test de l'outil interne du groupe SUEZ pour extraire les données à transmettre, les déclarations sont effectives depuis le 1er juillet 2023.</p> <p>Pour l'année 2024 et l'année 2025, la transmission est régulièrement effectuée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Rejets atmosphériques - Surveillance des effluents gazeux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/03/2024, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet article fixe la fréquence des paramètres à analyser:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en continu: débit, teneur en O<sub>2</sub>, température, pression, teneur en H<sub>2</sub>O, NO<sub>x</sub>, NH<sub>3</sub>, CO, SO<sub>2</sub>, HCl, Poussières, Hg, COVT,</li> <li>• en semi-continu: PCDD, PCDF,</li> <li>• tous les 6 mois: HF, métaux (sauf Hg),</li> <li>• une fois par an: N<sub>2</sub>O, benzo(a)pyrène.</li> </ul> <p>Tous les 6 mois, ces mesures sont effectuées par un organisme extérieur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>L'examen des rapports mensuels de l'exploitant (autosurveillance - enregistrements en continu), mensuels de l'organisme extérieur (cartouches pour les PCDD et PCDF) et semestriels de l'organisme extérieur ne font pas ressortir de manquement dans le respect des fréquences imposées ni des paramètres requis.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Effluents gazeux - Valeurs limites de rejet**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/03/2024, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les lignes 1 et 2, cet article fixe l'ensemble des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• poussières: 5 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> </ul>

- COVT: 10 mg/Nm3,
- CO: 50 mg/Nm3,
- HCl: 8 mg/Nm3,
- HF: 1 mg/Nm3,
- SO2: 40 mg/Nm3,
- NOx: 150 mg/Nm3,
- NH3: 10 mg/Nm3,
- Cd+Tl: 0,02 mg/Nm3,
- métaux (sauf Hg): 0,3 mg/Nm3,
- Hg: 0,02 mg/Nm3,
- PCDD/PCDF: 0,08 ng I-TEQ/Nm3.

#### Constats :

##### Non conforme.

Le rapport mensuel de juin 2025 fait état de dépassements:

- sur la ligne 1 sur le paramètre HCl le 26/06/2025 sur une mesure 30 mn (233,82 mg/Nm3) mais avec une moyenne journalière conforme,
- sur la ligne 2 sur le paramètre CO le 06/06/2025 sur une mesure 30 mn (214,94 mg/Nm3) mais avec une moyenne journalière conforme.

Le rapport semestriel du 1er semestre 2025 (contrôle effectué par la société KALI'AIR) fait état d'un dépassement:

- sur la ligne 2 sur le paramètre NOx le 20/05/2025 en moyenne journalière (184 mg/Nm3).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments permettant de répondre au constat formulé

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 12 : Consommation d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation d'eau

#### Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont limités aux valeurs suivantes :

- Prélèvement en nappe (nappe de la craie) : 40 m3/h, 120 m3/j, 45000 m3/an,
- Prélèvement sur le réseau collectif : 40 m3/h, 120 m3/j, 45000 m3/an.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

#### Constats :

**Pas d'écart constaté.**

La consommation d'eau est essentiellement due au traitement des fumées (laveurs, préparation du lait de chaux et refroidissement des pompes) et à la production d'eau déminéralisée pour les chaudières.

Pour l'année 2024, les consommations d'eau ont été les suivantes :

- eau de forage: 34469 m<sup>3</sup>,
- eau de ville: 17633 m<sup>3</sup>.

Ces chiffres sont très légèrement inférieurs à ceux de l'année 2022.

Les consommations sont relevées journalièrement. L'examen des registres pour les six premiers mois de l'année 2025 ne fait pas ressortir de dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Rejets aqueux - Surveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux (rejets n°1 et n°4).

Les mesures sont effectuées annuellement par un organisme agréé sous la responsabilité de l'exploitant sur un échantillon ponctuel et portent sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO et hydrocarbures totaux.

**Constats :****Partiellement conforme.**

La dernière analyse des rejets aqueux sur le rejet n°4 (eaux de voirie) seul car il n'y a pas de rejet sur le rejet n°1 (eaux lavage des sols du centre de transfert des collectes sélectives) qui sont réutilisées pour éteindre les mâchefers a été effectuée le 28/03/2024 par le laboratoire départemental d'analyses.

Tous les paramètres prescrits ont été mesurés.

L'exploitant a indiqué que les analyses de l'année 2025 seront réalisées en octobre 2025. Néanmoins, il s'est écoulé beaucoup plus d'un an entre la campagne 2024 et la campagne 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra communiquer à l'inspection les résultats des analyses de l'année 2025 dès qu'ils seront en sa possession.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 14 : Rejets aqueux - Valeurs limites de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.2.D
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant rejet, les effluents doivent respecter les normes suivantes (en mg/l) : - MES : 100, - DCO : 300, - Hydrocarbures totaux : 5.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> L'analyse du prélèvement du 28/03/2024 a donné les résultats suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH: 6,8</li> <li>• MES: 5 mg/l</li> <li>• DCO: 50 mg/l</li> <li>• hydrocarbures totaux: &lt; 0,1 mg/l</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Autour du site est installé un réseau de contrôle de la qualité du premier aquifère rencontré (nappe des calcaires de Beauce) au droit de l'usine d'incinération. Ce réseau est constitué d'au moins 3 piézomètres dont un en amont. (...) L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins annuellement. Cette mesure devant permettre de vérifier le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés. La fréquence des analyses des eaux souterraines est annuelle sur les 3 piézomètres. Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés porteront sur les paramètres suivants : pH, résistivité, rH, O2 dissous, COT, chlorures, sulfates, ammonium, HCT, As, Cd, Cr hexavalent, Hg, Pb. (...) Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyses doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> La surveillance des eaux souterraines est effectuée par l'intermédiaire de trois piézomètres (un à l'aval et deux à l'amont). La fréquence des analyses est semestrielle. Cette surveillance existe depuis la mise en service de l'usine (2000). Tous les paramètres requis sont analysés. L'intégralité des résultats est reportée sur le rapport

annuel d'activité de l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Surveillance environnementale**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/03/2024, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une mesure hors du périmètre d'influence de l'installation (point 0) ;</li> <li>• dans un délai de trois mois à compter du début du programme de surveillance ;</li> <li>• après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.</li> </ul> <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'exploitant met en place 4 jauges de mesure (hors celle dédiée au point 0). La distance par rapport à l'installation est déterminée par une étude de dispersion des rejets atmosphériques. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu par l'article 21.1.C et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme.</b></p> <p>Le programme de la surveillance environnementale est mis en place et selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>En complément de cette vérification, l'exploitant fait procéder annuellement à un contrôle par</p>

thermographie infra-rouge de ses installations électriques. Le rapport de contrôle est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> Le dernier contrôle des installations électriques a été effectué le 23/06/2025 par l'APAVE. Le certificat Q18 associé conclut que l'installation électrique "peut présenter des risques d'incendie ou d'explosion". L'examen de ce document ne fait état que de 2 observations mineures. Questionné sur ce point, l'exploitant a répondu que les observations émises par l'organisme sont saisies sur un logiciel de maintenance dénommé MAXIMO et qu'elles sont levées au fil de l'eau et/ou lors des périodes d'arrêt technique. Les interventions sont tracées sur ce même logiciel (vérification a été faite auprès du personnel chargé de la maintenance).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Contrôle des moyens de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> Les extincteurs ont été vérifiés par la société EUROFEU le 07/03/2025. Plusieurs ont été remplacés (rapport EUROFEU du 15/03/2025). Les RIA ont été vérifiés le 07/03/2025 par la société EUROFEU. La rapport du 15/03/2025 fait état d'une maintenance réalisée. Les alarmes ont été vérifiées par la société CHUBB le 20/02/2025. Le rapport associé ne mentionne pas de défaillance. Les installations de désenfumage ont été vérifiées le 26/06/2025 par la société EUROFEU. Le rapport associé ne mentionne pas de défaillance. Toutes ces interventions sont notées sur le registre de sécurité du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite